

Commune de **NOTRE DAME DE BOISSET**

Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Note de présentation de l'enquête publique au titre de l'article R.123-8.2^{ème} alinéa du code de l'environnement

PLU approuvé le 29 septembre 2015

Modification n°1 :

Arrêté du Maire de lancement de la procédure en date du 15 février 2021

SOMMAIRE

Préambule.....	3
La définition de cette note de présentation.....	3
Les coordonnées du maître d'ouvrage.....	4
La modification n°1 du PLU	5
Qu'est-ce qu'un PLU ?	5
Les motivations et objets de l'évolution du PLU	6
La procédure de modification du plu	6
Mention des textes et insertion de l'enquête publique dans la procédure administrative	8
L'absence de concertation.....	9
Les avis émis sur le projet.....	9
La décision de l'autorité environnementale	9
Les caractéristiques les plus importantes du projet.....	10
Le rapport de présentation	10
Modifications apportées à l'article 2 de la zone N	14
Résumé des principales raisons pour lesquelles notamment d'un point de vue de l'environnement, le projet a été retenu	16
Les enjeux environnementaux	16
L'absence d'impact sur les protections environnementales.....	20
L'absence de risque.....	21
L'absence d'impact sur l'activité agricole.....	23
Les avis des personnes publiques associées	25
La décision de l'Autorité Environnementale	25
L'avis des personnes publiques associées	25

PREAMBULE

LA DEFINITION DE CETTE NOTE DE PRESENTATION

L'enquête publique porte sur la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Notre Dame de Boisset.

Cette présente note de présentation est réalisée conformément à l'article R.123-8 du code de l'environnement et plus particulièrement son alinéa 2 :

« Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ;

*2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un d'examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, **une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;***

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ».

La présente note a vocation à accompagner les habitants dans la lecture et la compréhension des documents de la modification n°1 du PLU de Notre Dame de Boisset.

Pour rappel, la commune de Notre Dame de Boisset dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 29 septembre 2015.

La présente note rappelle les différentes pièces qui constituent le PLU, présente l'enquête publique, la procédure de modification et les pièces modifiées.

Tout en rendant plus accessible la procédure de modification, cette note vise également à expliquer ce qu'est l'enquête publique et comment les habitants et acteurs de Notre Dame de Boisset peuvent formuler un avis.

LES COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

Coordonnées du maître d'ouvrage

Monsieur le Maire : David DOZANCE

Mairie de Notre Dame de Boisset

Le Bourg

42 120 NOTRE DAME DE BOISSET

Téléphone : 04 77 62 03 31

Courriel : notre.dame.de.boisset@wanadoo.fr

LA MODIFICATION N°1 DU PLU

QU'EST-CE QU'UN PLU ?

Le PLU est un document qui, à l'échelle d'une commune ou d'un groupement de communes, constitue un véritable projet de territoire en termes d'urbanisme et d'aménagement.

Il fixe en conséquence les règles générales d'utilisations du sol (nature et forme des constructions, habitat, espaces verts, activités économiques...). Il définit la politique générale de la commune sur les déplacements (transports, voirie), la protection des milieux naturels, le logement...

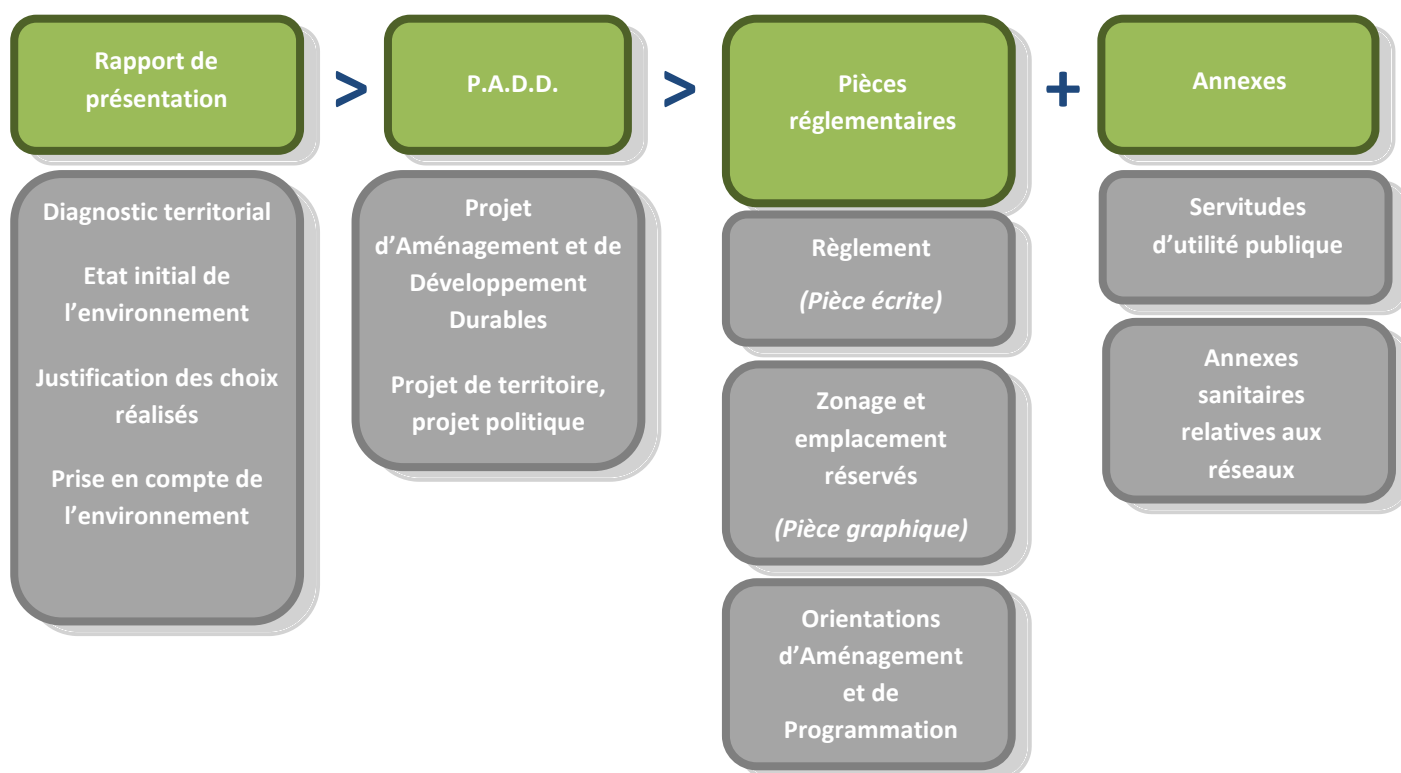
Il doit répondre à des objectifs fondamentaux :

- principe d'équilibre entre renouvellement urbain, développement urbain et rural, et préservation des paysages, des espaces agricoles et naturels,
- principe de diversité des fonctions urbaines (équilibre entre emploi et habitat) et de mixité sociale dans l'habitat,
- principe du respect de l'environnement, par une utilisation économe de l'espace, la préservation des milieux naturels, du patrimoine bâti et paysager.

L'objectif est d'aboutir à un développement harmonieux et durable du territoire de la commune.

Le PLU doit également être compatible avec des documents de portée supérieure.

Défini par le Code de l'Urbanisme, le dossier du PLU comprend plusieurs grandes pièces, pouvant être constituées de pièces écrites et de pièces graphiques :



LES MOTIVATIONS ET OBJETS DE L'EVOLUTION DU PLU

La modification du PLU a pour objectif de permettre les annexes et piscines pour les habitations localisées en zone agricole ou naturelle, comme le Code de l'Urbanisme le permet aujourd'hui. La modification a également pour objet de :

- faire évoluer la zone à urbaniser 1AUc pour faciliter son urbanisation,
- d'ouvrir à l'urbanisation la zone AU,
- d'apporter des modifications mineures du règlement, notamment celles permises par la Loi ALUR concernant les habitations en zone agricole et naturelle,
- de corriger deux erreurs matérielles sur le zonage du secteur du Marvallon.

Parallèlement le PLU est mis à jour concernant les annexes, en ajoutant le schéma directeur de gestion des eaux pluviales aujourd'hui finalisé.

LA PROCEDURE DE MODIFICATION DU PLU

La procédure de modification est encadrée par l'article L.153-36 du code de l'urbanisme : « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions* »

Ainsi, elle peut être utilisée à condition de :

- Ne pas changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- Ne pas réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Ne pas réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

La procédure de modification est codifiée aux articles L.153-36 à L.153-44 du code de l'urbanisme.

L'arrêté du Maire en date du 15 février 2021 prescrit cette modification n°1 du PLU.

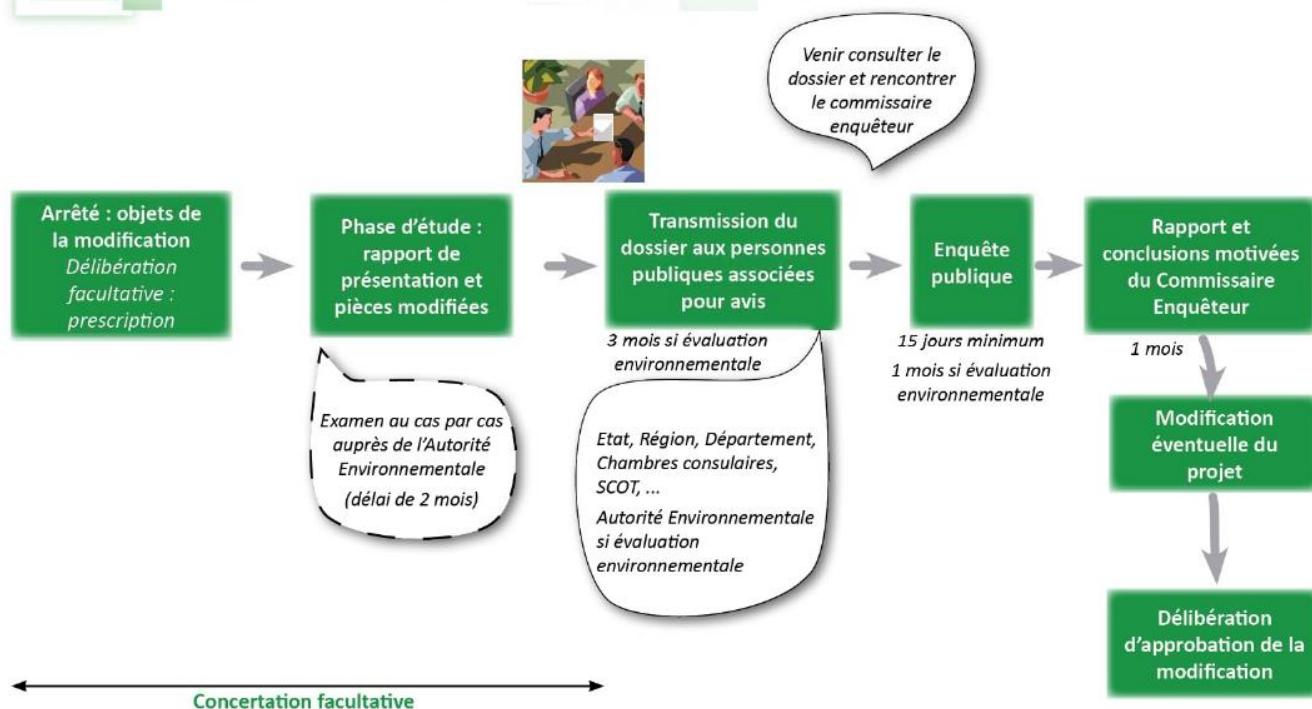
La commune ne comportant pas de site Natura 2000, une demande au cas par cas a été formalisée auprès de la Mission Régionale d'autorité environnementale. La décision de ne pas soumettre la procédure à évaluation environnementale a été rendue le 9 août 2021

Le dossier de modification a été notifié, avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'ensemble des personnes publiques associées qui peuvent ainsi formuler leur avis.

Un dossier présentant la modification est constitué afin d'être soumis à enquête publique. Il comporte en plus les avis reçus des personnes publiques associées et la décision de l'Autorité Environnementale.

Après l'enquête publique, le plan local d'urbanisme modifié, éventuellement adapté en fonction des résultats de l'enquête, sera approuvé par le conseil municipal.

PROCÉDURE DE MODIFICATION DU PLU



MENTION DES TEXTES ET INSERTION DE L'ENQUETE PUBLIQUE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

27 Novembre 2020	Arrêté du Maire définissant les objets de la modification	<i>Article L.153-37 du Code de l'urbanisme</i>
8 Mars 2021	Transmission du dossier aux personnes publiques associées	<i>Article L.153-40 du Code de l'urbanisme</i>
17 juin 2021	Demande de cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale	
17 août 2021	Décision du cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale	
Juillet 2021	Demande de désignation d'un commissaire enquêteur	<i>Article R.123-5 du Code de l'environnement</i>
10 août 2021	Désignation du commissaire enquêteur	<i>Article R.123-5 du Code de l'environnement Ordonnance du président du Tribunal administratif de Lyon</i>
6 septembre 2021	Arrêté soumettant le projet de PLU à enquête publique	<i>Article R.123-9 du Code de l'environnement</i>
<i>15 jours minimum avant le début de l'enquête</i>	Publication d'un avis d'enquête publique dans deux journaux régionaux	<i>Article R.123-11 du Code de l'environnement</i>
27 septembre 2021	Début de l'enquête publique	<i>Article L.153-41 du Code de l'urbanisme</i>
<i>Dans les 8 premiers jours de l'enquête</i>	Publication d'un avis d'enquête publique dans deux journaux régionaux	<i>Article R.123-11 du Code de l'environnement</i>
18 octobre 2021	Fin de l'enquête publique	
<i>Dans un délai d'un mois</i>	Remise du rapport du commissaire enquêteur	<i>Article R.123-19 du Code de l'environnement</i>
	Approbation de la modification en Conseil Municipal	<i>Article L.153-43 de Code de l'urbanisme</i>
	Affichage de la délibération, insertion dans un journal et transmission en Préfecture	
	Opposabilité de la modification du PLU	<i>Article L.153-44 du Code de l'urbanisme</i>



Enquête publique régie par les articles L.123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants du Code de l'environnement

La modification du PLU sera ensuite approuvée par délibération du Conseil Municipal de Notre Dame de Boisset.

L'ABSENCE DE CONCERTATION

Au titre de cette procédure et de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, la concertation avec la population reste facultative. Aucune modalité de concertation n'est prévue au vu des objets de la procédure. L'enquête publique permettra aux habitants de prendre connaissance du dossier et de donner leur avis.

LES AVIS EMIS SUR LE PROJET

Au titre de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification est notifié avant l'ouverture de l'enquête publique aux personnes publiques associées, à savoir :

- Le Préfet (et la DDT)
- La Région
- Le Département
- La Chambre de Commerce et d'Industrie
- La Chambre des Métiers
- La Chambre d'Agriculture
- Le Syndicat Mixte du SCOT du Roannais
- La Communauté d'agglomération « Roannais Agglomération »
- Les communes limitrophes

Les avis émis par ces diverses personnes publiques associées sont joints au dossier d'enquête publique pour ceux parvenus en mairie avant l'ouverture de l'enquête publique ou joints au registre d'enquête publique pour ceux parvenus en mairie pendant la durée de l'enquête publique.

Ces avis sont importants car les personnes publiques associées formulent des remarques visant à améliorer la modification du PLU et qui sont susceptibles d'induire des modifications au projet de modification du PLU, à la suite de l'enquête publique.

LA DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

La commune de Notre Dame de Boisset n'est pas concernée par un site Natura 2000. Le projet de modification a fait l'objet d'un examen au cas par cas par l'Autorité Environnementale compétente, en vue de déterminer si une évaluation environnementale est nécessaire.

La décision n°2021-ARA-KKU-2272 de l'Autorité Environnementale en date du 9 août 2021 indique que le projet de modification n°1 du PLU n'est pas soumis à évaluation environnementale. Cette décision est jointe au dossier d'enquête publique.

LES CARACTERISTIQUES LES PLUS IMPORTANTES DU PROJET

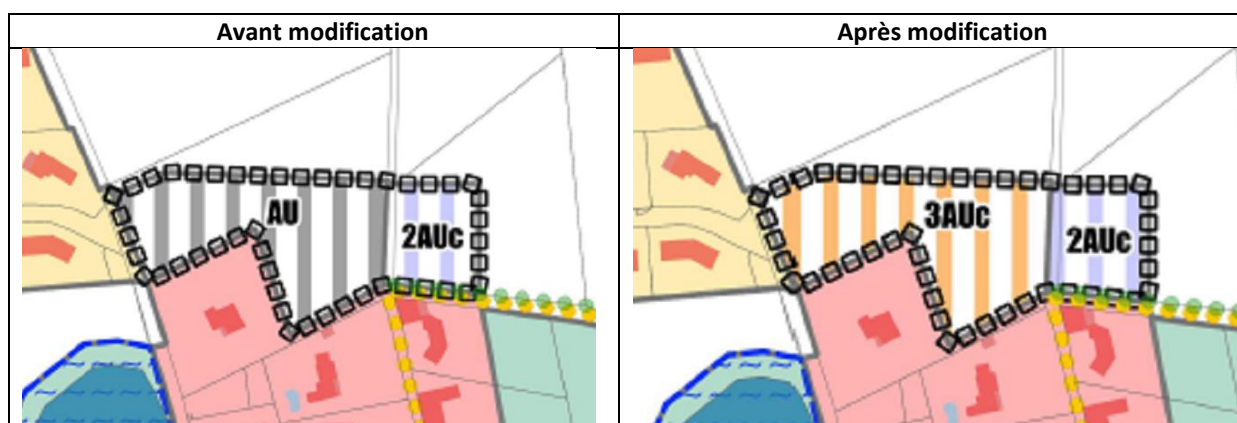
LE RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation présente et justifie le projet de modification du PLU de Notre Dame de Boisset. Il explique les modifications apportées au PLU.

Il est précisé que le dossier de modification ne comporte pas d'étude d'évaluation environnementale (la décision d'examen au cas par cas par l'Autorité Environnementale est jointe au dossier). Toutefois, le rapport de présentation explique et justifie les incidences du projet sur l'environnement.

LE CLASSEMENT EN ZONE 3 AUC DE LA ZONE AU

L'ouverture à l'urbanisation de la zone AU stricte implique un reclassement en zone à urbaniser opérationnelle. La taille de la zone n'a pas été modifiée, la modification ne porte que sur le classement au plan de zonage du PLU.

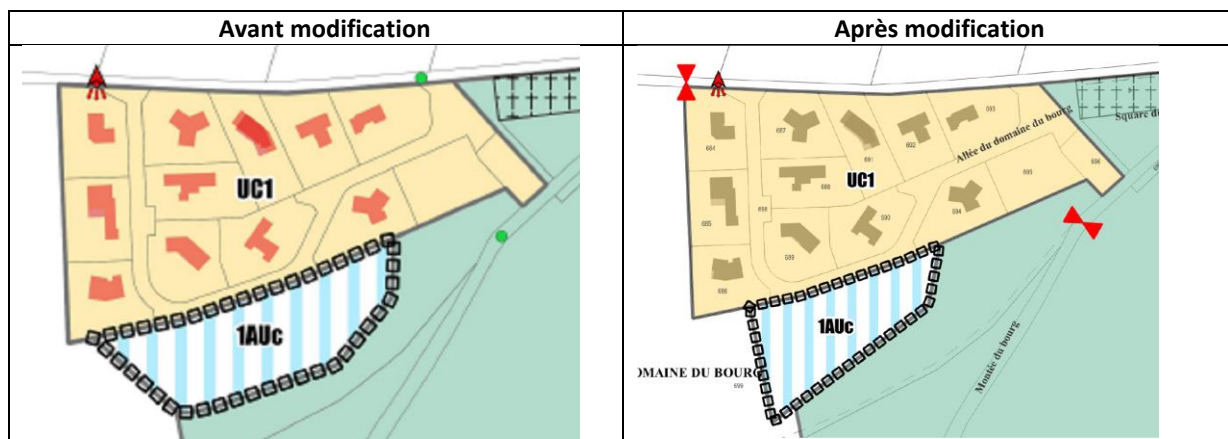


LA MODIFICATION DU PERIMETRE DE LA ZONE 1AUC DU BOURG.

La volonté de la collectivité est de créer un contexte favorable à la réalisation des opérations d'urbanisation initialement prévues et dont la première connaît d'importantes difficultés. Cette zone 1AUC va donc être redimensionnée à la baisse.

La superficie, initialement de 6 400 m², est réduite à 5 000 m². La zone a été réduite à chaque extrémité de la zone 1AUC. La surface a également été diminuée au sud, pour tenir compte de la présence de la ligne électrique qui ne pourra pas être déplacée.





LE CLASSEMENT EN ZONE UH DE DEUX PARCELLES AU MARVALLIN

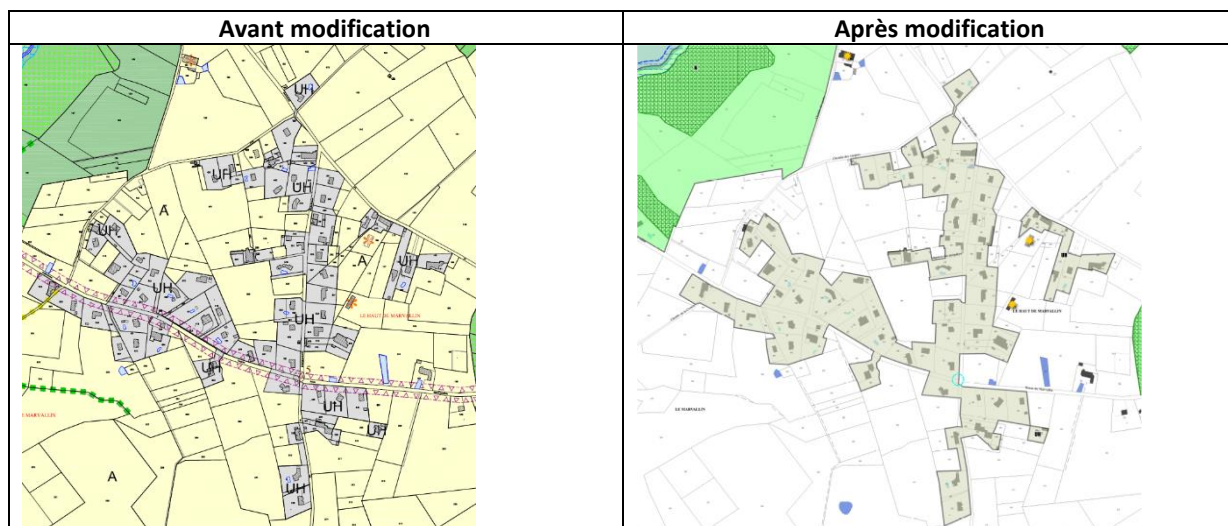
Lors de l'élaboration du zonage sur le secteur du Marvallon, la logique appliquée a été de tenir compte des constructions existantes sans extension du tissu urbain. Deux parcelles n'avaient pas été intégrées par erreur.

- La première correspond à une construction existante au nord du hameau



- La seconde correspond à une parcelle qui faisait l'objet d'un permis de construire déjà délivré au moment de l'élaboration du zonage. La construction de la maison d'habitation a démarré en parallèle du PLU et le plan de zonage n'a pas été mis à jour avant l'approbation du PLU.





[~~xxxx~~ texte supprimé, ~~xxxxx~~ texte ajouté]

Modifications apportées à l'article 4 de l'ensemble des zones

Assainissement des eaux usées :

Toute construction occasionnant des rejets d'eaux et matières usées, doit être raccordée au réseau public d'assainissement d'eaux usées, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

~~Toute construction imperméabilisant les sols doit assurer une gestion et une rétention des eaux pluviales sur la parcelle, adaptée à l'opération, au sol et à l'exutoire.~~

~~L'infiltration des eaux pluviales devra systématiquement être recherchée et privilégiée. Dans le cas où une infiltration totale est impossible, les techniques alternatives seront privilégiées.~~

~~Le rejet devra se réaliser prioritairement dans le milieu naturel (ruisseau, talweg, fossé), en l'absence ou en cas d'impossibilité dans le réseau séparatif et en dernier recours dans le réseau unitaire (sous réserve de l'accord des gestionnaires).~~

Assainissement des eaux pluviales et de ruissellement :

Il est nécessaire de se reporter au zonage pluvial concernant la commune (pièce n°11 du présent PLU). Le traitement des eaux pluviales devra être adapté au caractère « sensible » de la commune.

Dans les zones sensibles, la gestion des eaux pluviales se fait souvent par l'intermédiaire d'un réseau d'assainissement saturé et dont l'apport d'eaux pluviales par temps de pluie provoque des dysfonctionnements au niveau du réseau, des déversoirs ou des stations d'épuration.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales à mettre en place dans ces zones seront conçus en respectant 3 principes fondamentaux : la gestion des eaux pluviales au plus près de la source, le recours aux techniques alternatives au tout tuyau et une gestion superficielle des eaux pluviales.

Sur un plan opérationnel, ces principes conduisent à la démarche générale suivante :

- La totalité des eaux pluviales issues de la parcelle doivent être infiltrées pour tous les événements pluvieux jusqu'à l'évènement d'occurrence 30 ans ;
- Dans le cas où il a été démontré qu'il était impossible d'infiltrer la totalité des eaux pluviales, le demandeur cherchera à en infiltrer le maximum. Les excédents d'eau seront alors stockés par des ouvrages de rétention pour tous les événements pluvieux jusqu'à l'évènement d'occurrence 30 ans. Les débits de fuite à prendre en compte sont les suivants :
 - 2 l/s pour les surfaces imperméabilisées inférieures à 300 m²
 - 5 l/s/ha pour les surfaces imperméabilisées inférieures à 20 ha
 - 1 l/s/ha pour les surfaces imperméabilisées supérieures à 20 ha.

Ces débits de fuite seront envoyés vers le milieu naturel. Dans le cas où il a été démontré qu'un raccordement à un fossé ou à un séparatif pluvial était impossible, le rejet se fera au réseau d'assainissement unitaire.

Le schéma directeur de gestion des eaux pluviales a été approuvé. Il s'agit d'une intégration de ses prescriptions dans le règlement.

Modifications apportées à l'article 11 de la zone UH

Toiture:

- Les toitures devront être de type 2 versants minimum dans le sens convexe, avec une pente comprise entre 30 et 45 %
- Les toitures à un seul pan sont uniquement autorisées pour les constructions annexes, les extensions des constructions principales et les constructions adossées à un mur de clôture haut.
- Les toitures terrasses sont autorisées **dès lors qu'elles sont entièrement végétalisées de façon naturelle.**

Elément de surface :

- Les matériaux de couverture en toiture devront être en tuile de couleur rouge (hors **toiture terrasse**, véranda et piscine).
- Si les constructions ne sont pas réalisées en matériaux naturels de type bois ou pierre, les enduits de façade devront être de couleur sable de pays rappelant les nuances du bâti ancien.
- L'emploi à nu de matériaux, en parements extérieurs, normalement conçus pour être recouverts (tels que béton grossier, parpaings agglomérés, briques, ...) est interdit.
- Les matériaux ou enduits blancs, de couleur vive ou à gros relief sont interdits.

Les annexes de plus de 20 m² d'emprise au sol devront être traitées dans les mêmes matériaux et les mêmes couleurs que le bâtiment principal.

Ces précédentes prescriptions concernant les couleurs des façades ne s'appliquent pas aux piscines et aux vérandas, aux serres, ainsi qu'aux toitures terrasses **végétalisées** et aux ouvrages nécessaires aux énergies renouvelables.

- Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées.
- Les panneaux solaires sont uniquement autorisés en toiture, dans le respect de la pente de toiture.
- Les cuves de récupération des eaux de pluie seront enterrées ou installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.). L'ouvrage sera équipé d'un trop-plein raccordé ou non au dispositif d'infiltration ou de rétention.

La volonté de la collectivité est de permettre les toitures terrasses sans imposer qu'elles soient végétalisées. La mise en œuvre de ces toitures végétalisées peut être complexe et l'entretien dans le temps un coût significatif pour les pétitionnaires.

Modifications apportées à l'article 2 de la zone A

ARTICLE A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Zone A :

- Les constructions, installations et toute utilisation du sol nécessaires à l'activité agricole, y compris les constructions nécessaires à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles des exploitations.

- Les activités d'accueil à la ferme (gîtes, chambres d'hôtes, ferme pédagogique, camping à la ferme, ...) tout en restant accessoires et complémentaires à l'activité principale d'exploitation. Les activités d'hébergement telles que chambres d'hôtes/gîtes doivent être créées au sein du bâti existant et de caractère (voir en extension mesurée).
- Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes (y compris piscine) à condition que la présence permanente de l'exploitant agricole soit indispensable à l'exercice de son activité.
- L'adaptation, la réfection des constructions à usage d'habitat existantes
- l'extension des constructions à usage d'habitat existantes **d'une surface de plancher d'au moins 60 m² (+30% de la surface de plancher existante dans la limite de 200 mètres de surface de plancher au total) dès lors que l'extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.**
- **les annexes à l'habitation dans la limite de 50 m² d'emprise au sol au total et intégralement réalisées à moins de 20 mètres de l'habitation,**
- **les bassins de piscines dans la limite de 50 m² d'emprise au sol et intégralement réalisées à moins de 20 mètres de l'habitation,**
- Les affouillements ou exhaussements de sol dans la mesure où ils sont liés à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- Les constructions, installations et ouvrages techniques à condition d'être nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif, et à condition de ne pas compromettre le caractère agricole de la zone.

Il s'agit de permettre les extensions, annexes et piscines pour les habitations en zone agricole. Les conditions de réalisation ont été calquées sur la charte de la CDPENAF de la Loire en termes de pourcentage, de surface et de hauteur.

MODIFICATIONS APPORTEES A L'ARTICLE 2 DE LA ZONE N

ARTICLE N 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Zone N :

- L'adaptation, la réfection des constructions à usage d'habitat existantes
- l'extension des constructions à usage d'habitat existantes **d'une surface de plancher d'au moins 60 m² (+30% de la surface de plancher existante dans la limite de 200 mètres de surface de plancher au total) dès lors que l'extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.**
- **les annexes à l'habitation dans la limite de 50 m² d'emprise au sol au total et intégralement réalisées à moins de 20 mètres de l'habitation,**
- **les bassins de piscines dans la limite de 50 m² d'emprise au sol et intégralement réalisées à moins de 20 mètres de l'habitation,**
- **Les travaux de voirie nécessaires à la réalisation de la ZAIN. Ceux-ci veilleront**

Zones Np :

- L'adaptation et la réfection des constructions existantes.

Zone Nj :

- Les annexes d'une emprise au sol de 20 m² maximum dans la limite de deux annexes maximum.

Zones N, Np et Nj :

- Les affouillements ou exhaussements de sol dans la mesure où ils sont liés à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- Les constructions, installations et ouvrages techniques à condition d'être nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif, et à condition de ne pas compromettre le caractère naturel de la zone.

Il s'agit de permettre les extensions, annexes et piscines pour les habitations en zone naturelle de façon

*équitable avec ce qui est mis en place en zone agricole.
Une phrase inachevée a été supprimée d'urgence.*

Modifications apportées à l'article 10 de la zone N

Article N10 : HAUTEUR MAXIMUM

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel avant affouillement ou exhaussement jusqu'à l'égout de toiture pour les toitures à pente ou à l'acrotère pour les toitures terrasse. Les ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures sont exclus du calcul de hauteur.

La hauteur maximale est limitée à 6 mètres pour les habitations.

La hauteur maximale est limitée à 3,5 mètres pour les annexes ~~au sein du sous-secteur Nj~~.

Les aménagements et extensions des constructions existantes possédant une hauteur supérieure à celles énoncées précédemment sont autorisées, sous réserve de respecter la hauteur existante.

Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif peuvent disposer de hauteurs supérieures à celles évoquées précédemment.

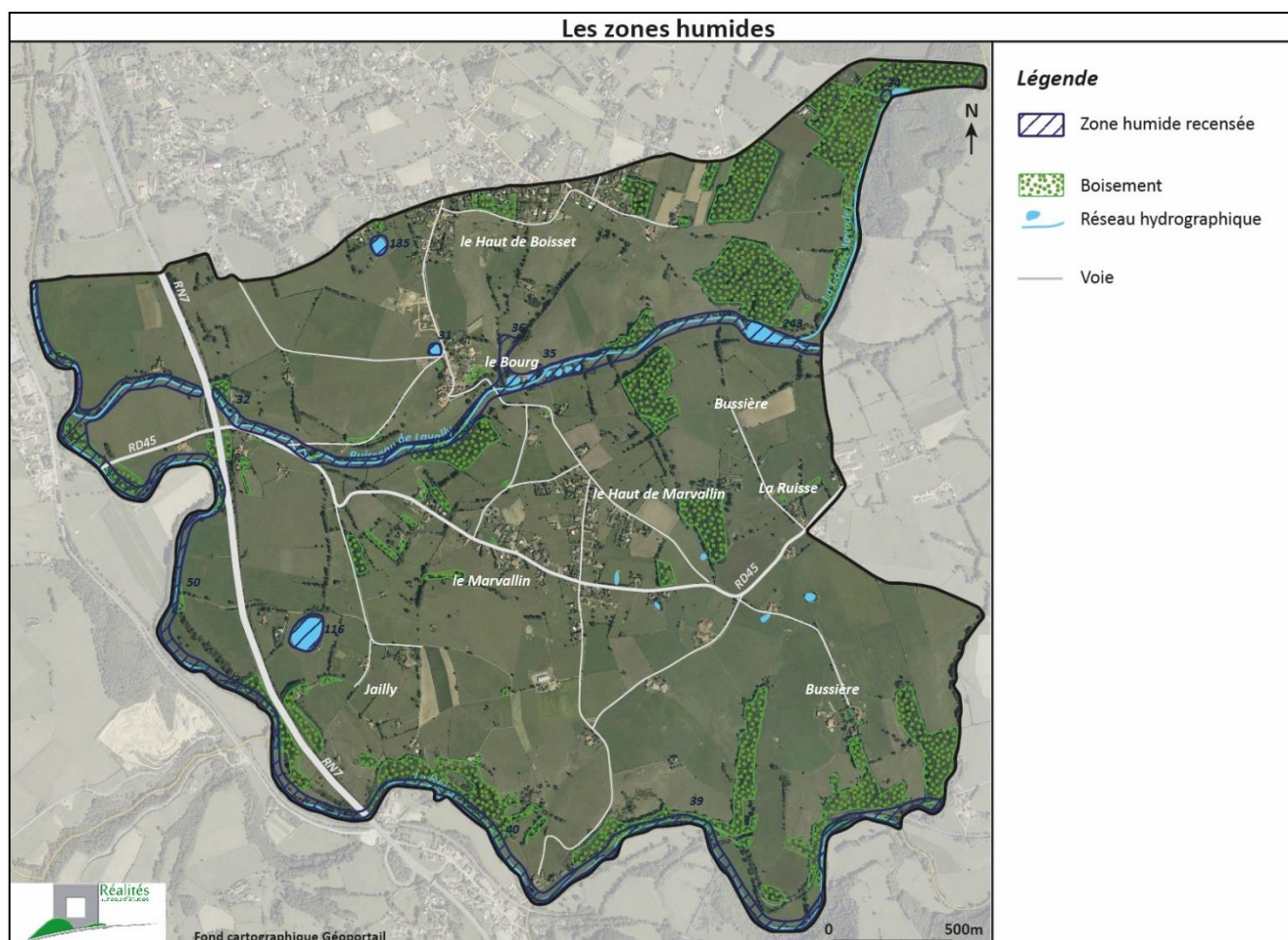
Il s'agit de mettre en cohérence le règlement de la zone naturelle, qui autorise désormais les annexes. La limitation à la zone Nj n'a donc plus lieu d'être.

RESUME DES PRINCIPALES RAISONS POUR LESQUELLES NOTAMMENT D'UN POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT, LE PROJET A ETE RETENU

LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

L'élaboration du PLU n'a pas donné lieu à une évaluation environnementale. La commune ne comporte aucun site identifié au titre de Natura 200 ou d'une ZNIEFF, qu'elle soit de type 1 ou 2.

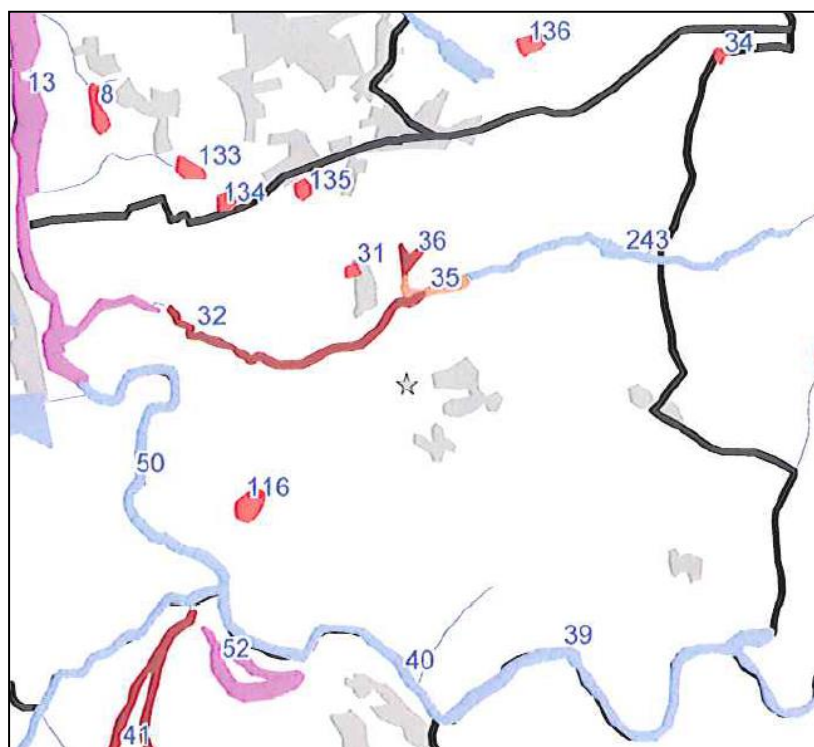
Les zones humides



Le territoire communal est concerné par les zones humides recensées par le département de la Loire. Les zones humides sont liées au bassin versant du cours d'eau le Lavally. Le territoire est également concerné par la zone humide liée au cours d'eau le Rhins qui constitue la limite communale au sud et à l'ouest.

MODIFICATION DU PLU DE NOTRE DAME DE BOISSET

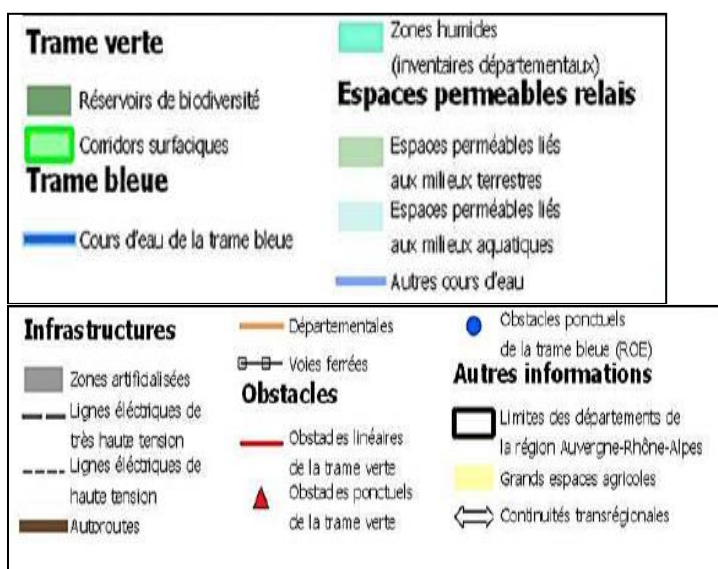
Numéro (voir carte ci-dessous)	Nom de la zone humide	Superficie (ha)	Date de terrain s'il y a eu prospection	Typologie SDAGE
31	Les Ormes	0,24	30/09/2004	Zone humide ponctuelle
32	Ruisseau de Lavalley	2,89	30/09/2004	Zone humide de bas fond en tête de bassin
34	Etang Briaïs	0,28	30/09/2004	Zone humide ponctuelle
35	Bassins de Lavalley	1,38	30/09/2004	Zone humide artificielle
36	Le Haut de Boisset	0,78	30/09/2004	Zone humide de bas fond en tête de bassin
39	Le Rhins - Bussiprès	17,02	01/10/2004	Bordure de cours d'eau
40	Le Rhins – près de l'Hôpital-sur-Rhins	5,96	01/10/2004	Bordure de cours d'eau
50	Le Rhins – Château noir	9,32	14/10/2004	Bordure de cours d'eau
116	Jailly	1,48		Zone humide ponctuelle
135	Le Roman	0,49		Zone humide ponctuelle
243	Ruisseau de Lavalley amont	4,12		Bordure de cours d'eau



Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

Le SRADDET a été approuvé, remplaçant le SRCE. La cartographie du SRADDET reprends les enjeux déjà définis dans le SRCE. Un corridor d'importance régionale est identifié de part et d'autre du ruisseau le Rhins.

Dans le PLU ce corridor se traduit par une zone naturelle préservant les abords du cours d'eau dans toute sa traversée du territoire communal. l'espace agricole est également préserver sur la partie sud de la commune tandis que l'urbanisation sur le secteur du Marvallon (en limite de ce corridor) a été contenu par un zonage se limitant au bâti continu.



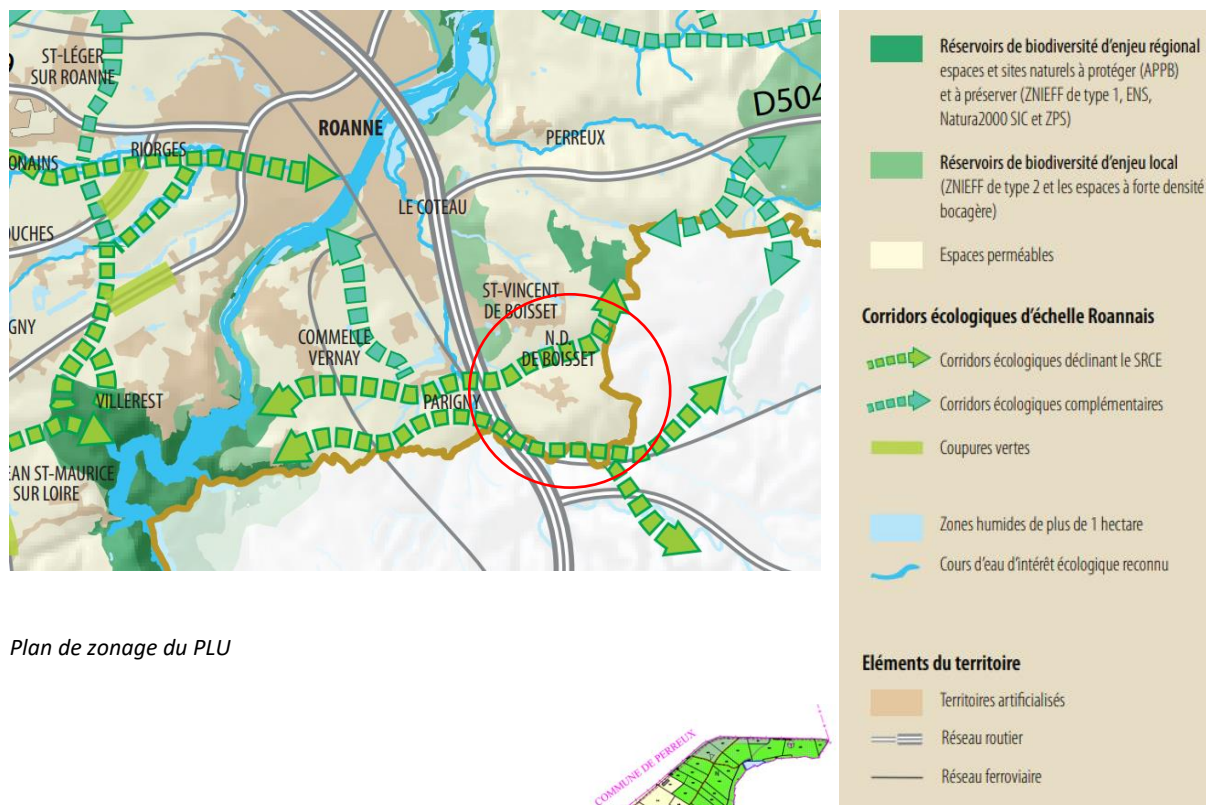
MODIFICATION DU PLU DE NOTRE DAME DE BOISSET

Le SCOT du Roannais

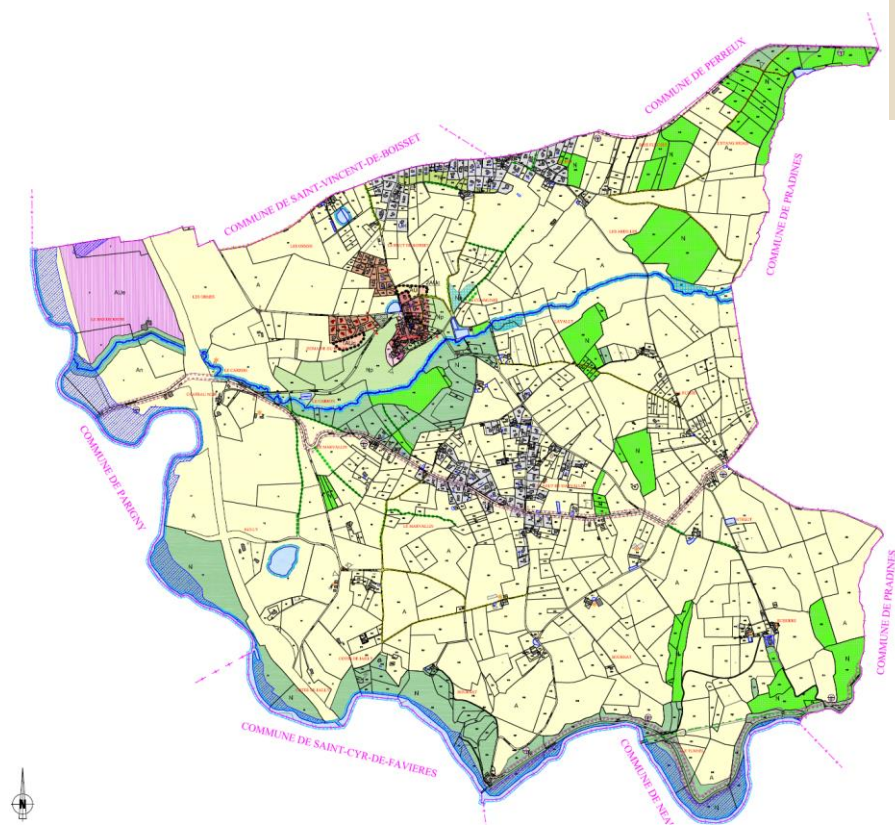
Le Scot du Roannais identifie la TVB à préserver et à renforcer. Un corridor écologique régional est identifié sur le territoire communal. Il assure une continuité entre les plateaux agricoles à l'Est et le fleuve Loire.

Lors de l'élaboration du PLU, la trame verte et bleue intégrant ces deux corridors identifiés dans le Scot du Roannais, avait été traduite par un zonage approprié.

La modification du PLU ne vient pas altérer la traduction de la trame verte et bleue dans le PLU.



Plan de zonage du PLU



L'ABSENCE D'IMPACT SUR LES PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES

Le projet de modification du PLU de la commune de Notre Dame de Boisset n'affecte pas de secteurs identifiés comme présentant des enjeux environnementaux. La modification ne vient modifier aucune des trames mises en place pour assurer une traduction de la trame verte et bleue.

L'ABSENCE DE RISQUE

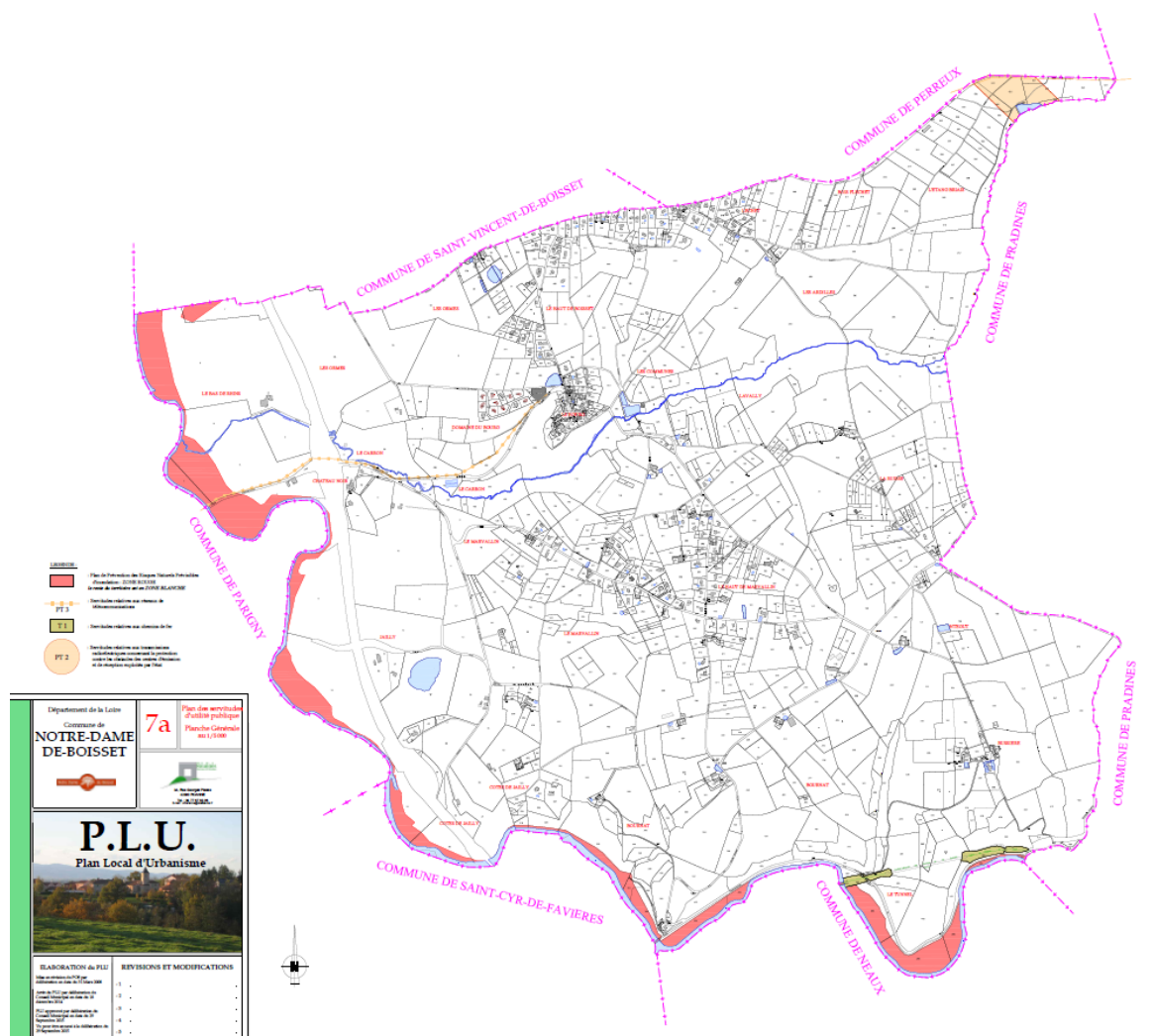
La commune de Notre Dame de Boisset est impactée par plusieurs risques et nuisances.

➤ La zone inondable

La commune est couverte par le PPRNPi des rivières : le Rhins, la Trambouze, le Rançonnet dans sa partie urbaine, le Gand à sa confluence avec le Rhins institué le 29 décembre 2009.

La commune est concernée par une zone rouge le long du Rhins. Le reste du territoire se trouve en zone blanche du PPRNPi.

Les modifications apportées n'exposent pas les biens et les personnes au risque inondation. La mise à jour des annexes avec l'ajout du zonage pluvial réalisé récemment et qui permettra de mettre en œuvre des mesures préventives en matière de gestion des eaux pluviales.



➤ Risque rupture de barrage

Risque en lien avec la présence du Lac des Sapins plus en amont. Le projet sur le secteur de Bas de Rhins n'a aucun impact sur ce phénomène.

➤ Risque de séisme

Risque faible, zone de sismicité de 2 sur 5.

➤ Aléa retrait gonflement des argiles

Aléa faible à moyen, concerne les deux tiers Nord de la commune.


➤ Le risque transport de matières dangereuses


Transport de matières dangereuses en lien avec la présence de : la RN7, la RD45 et la voie ferrée. La RN7 est proche du site du projet, mais aucune construction n'est projetée à proximité de l'infrastructure.

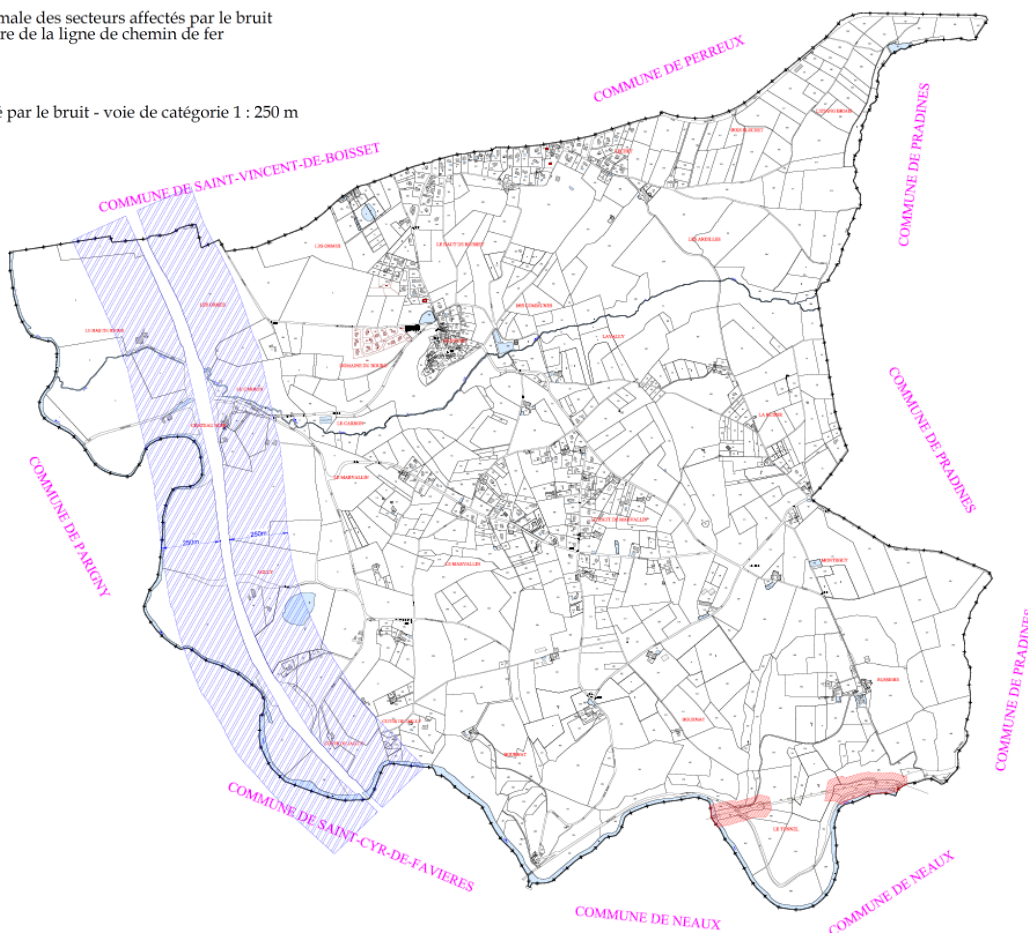
➤ Nuisances sonores

Deux infrastructures génèrent un périmètre de nuisances sonores :

- la RN7 sur une bande de 250 m de part et d'autre de la voie, induisant une prise en compte de préconisations en matière d'isolation acoustique.,
- La voie ferrée au sud de la commune.

 : Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de la ligne de chemin de fer

 : Secteur affecté par le bruit - voie de catégorie 1 : 250 m



➤ Sites pollués

Aucun site ou sol pollué n'est présent sur la commune de Notre Dame de Boisset.

L'ABSENCE D'IMPACT SUR L'ACTIVITE AGRICOLE

Notre Dame de Boisset est une commune sur laquelle l'agriculture est encore importante et bien représentée. L'activité agricole est orientée vers la polyculture et l'élevage.

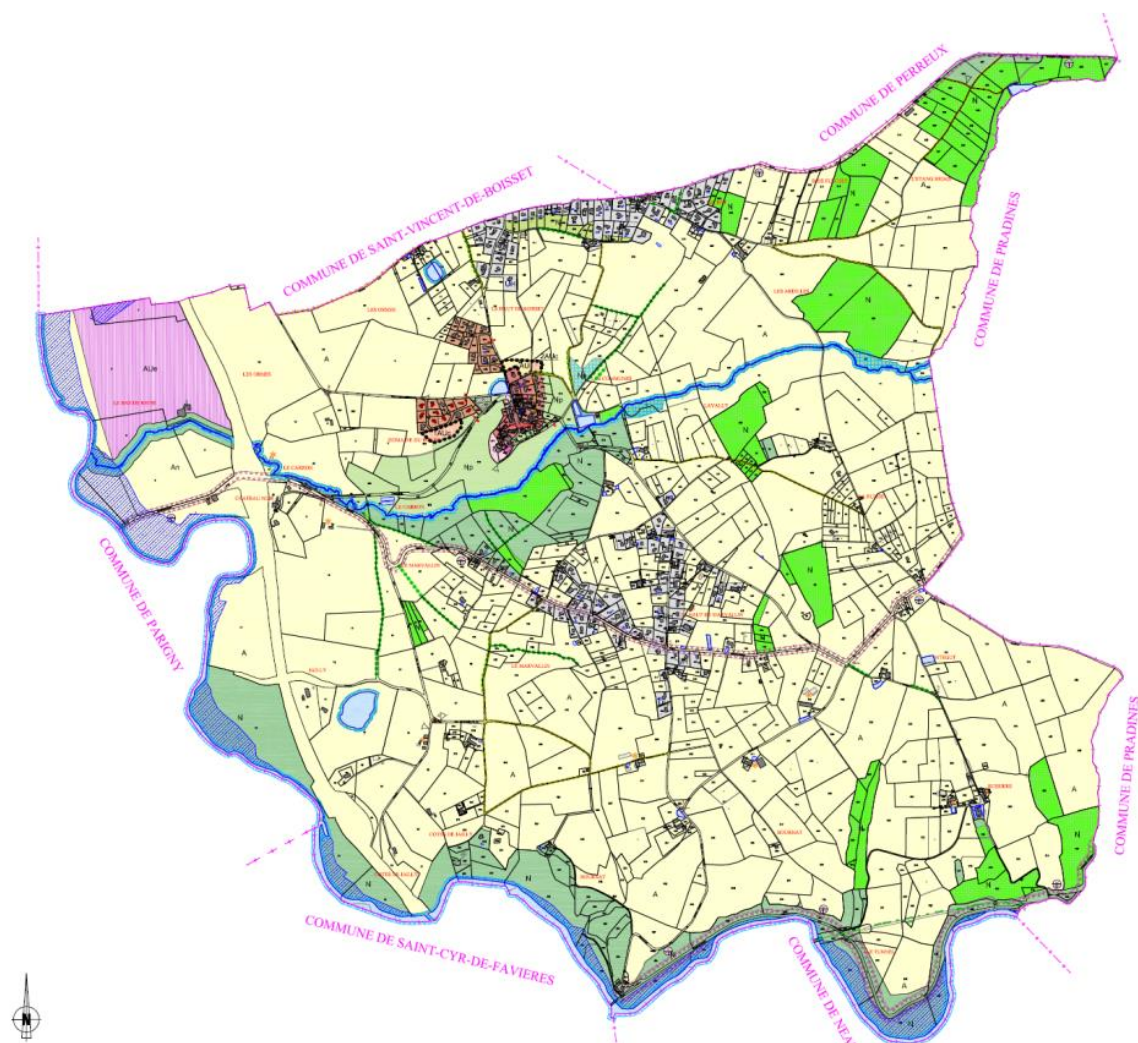
L'Institut National de l'Origine et de la Qualité indique que Notre-Dame-de-Boisset est notamment inscrite au sein des aires d'Indication Géographique Protégée et des aires d'Appellations d'Origine Contrôlée suivantes :

AOC « Charolais »

AOP « Bœuf de Charolles »

IGP « Volailles du Forez » et « Urfé »

Dans le PLU actuel, l'ensemble des sièges d'exploitation et bâtiments agricoles ont été classés en zone agricole (en jaune ci-dessous).



Sur le bourg, les zones à urbaniser sont déclarées à la PAC (ilots 2019). Il s'agit de prairies permanentes pour l'essentiel et d'une petite prairie temporaire.

PAC 2019



☀ Localisation des zones à urbaniser

Les zones à urbaniser du PLU sont aujourd'hui utilisées par l'agriculture. Un terrain, le plus à l'est, fait l'objet d'autorisations d'urbanisme, dans le respect des orientations d'aménagement et de programmation.

LES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

LA DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Le projet de modification a fait l'objet d'un examen au cas par cas par l'Autorité Environnementale compétente, en vue de déterminer si une évaluation environnementale est nécessaire. La décision de l'Autorité Environnementale en date du 10 Mai 2021 indique que le projet de modification n'est pas soumis à évaluation environnementale. Cette décision est jointe au dossier d'enquête publique au sein de la pièce n°0.

L'AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Les personnes publiques associées ont reçu le dossier avant l'ouverture de l'enquête publique, au cours du mois de Mars 2021. Certaines personnes publiques associées ont fait part d'un avis qui est joint au dossier d'enquête publique en pièce n°0 :

- La Chambre d'Agriculture : Pas d'observation à formuler
- Le Conseil Départemental de la Loire : Pas d'observations à formuler
- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Loire : Pas d'observations à formuler
- Le SYEPAR Scot du Roannais : Avis favorable
- Commune de Perreux : Avis favorable sans réserve